

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

CAFINEO

Société Anonyme au capital de 8 295 000 Euros
Siège social : rue René Rabat, ZI de Jarry, 97122 Baie Mahault
501 103 337 R.C.S Pointe à pitre.

I. — Compte de résultat au 31 décembre 2016.

(En Euros).

	31/12/2016	31/12/2015	Annexe
+Intérêts et produits assimilés			
Intérêts et charges assimilés	-56 012,97	-2 658,69	Réf. annexe III-(1)
+Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés			
Charges sur opérations et crédit-bail et assimilées			
+Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
+Revenus des titres à revenu variable			
+Commissions (produits)			
Commissions (charges)	-1 633,05	-1 733,73	Réf. annexe III-(3)
+/-Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/-Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+Autres produits d'exploitation bancaire	4 308 863,66	3 826 879,24	Réf. annexe III-(2)
Autres charges d'exploitation bancaire			
=Produit net bancaire	4 251 217,64	3 822 486,82	
Charges générales d'exploitation	-319 502,64	-16 346,68	Réf. annexe III-(4)
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles			
=Résultat brut d'exploitation	3 931 715,00	3 806 140,14	
Coût du risque			
=Résultat d'exploitation	3 931 715,00	3 806 140,14	
+/-Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
=Résultat courant avant impôt	3 931 715,00	3 806 140,14	
+/-Résultat exceptionnel	453,27	1 036,60	
Impôt sur les bénéfices	-1 431 173,00	-1 285 694,00	
+/-Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
=Résultat net	2 500 995,27	2 521 482,74	

II. — Bilan au 31 décembre 2016.

(En Euros).

Actif	31/12/2016	31/12/2015	Annexe
Caisse, banque centrale, ccp			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	10 129 765,48	22 166 441,46	Réf. annexe II-(1)

Créances sur la clientèle	102 009 288,09	92 406 823,26	Réf. annexe II-(2)
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Location simple			
Immobilisations incorporelles	2 700 000,00	2 700 000,00	Réf. annexe II-(3)
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	295 650,79	416 428,08	Réf. annexe II-(4)
Comptes de régularisation	2 837 967,12	2 790 872,82	Réf. annexe II-(5)
Total de l'actif	117 972 671,48	120 480 565,62	

Hors-bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements reçus :	0	0
Engagements de financement		
Engagement de garantie		
Engagement sur titres		

Passif	31/12/2016	31/12/2015	Annexe
Caisse, banque centrale, ccp			
Dettes envers les établissements de crédit	96 183 313,62	99 832 231,42	Réf. annexe II-(1)
Opérations avec la clientèle	276 275,98	251 115,45	
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	6 860 949,24	6 176 961,91	Réf. annexe II-(6)
Comptes de régularisation	483 711,25	533 612,62	Réf. annexe II-(7)
Provisions pour risques et charges	8 231,90	9 000,00	Réf. annexe II-(8)
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres hors frbg	14 160 189,49	13 677 644,22	Réf. annexe II-(9)
Capital souscrit	8 295 000,00	8 295 000,00	
Primes d'émission			
Réserves	780 306,02	654 231,88	
Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées. Subventions d'investissement			
Report à nouveau (+/-)	2 583 888,20	2 206 929,60	
Résultat de l'exercice (+/-)	2 500 995,27	2 521 482,74	
Total du passif	117 972 671,48	120 480 565,62	

Hors-bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés de financement	53 235 965,12	51 411 440,14

III. — Annexe.

I. – Principes et méthodes comptables.

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements financiers.
L'exercice social de la SA CAFINEO commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.
La société comprend deux Sociétés En Participation régies par des statuts qui définissent notamment le partage des résultats avec les associés.

1) Opérations avec la clientèle. — Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

En application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

Les encours sains qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

Les encours restructurés sans impayés ou dont l'ensemble des impayés ont été régularisés, qui constituent une sous catégorie des encours sains et qui se composent des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Les encours douteux qui se composent :

— des échéances impayées et du capital restant dû des crédits dont le montant impayé dépasse deux échéances.

— ou qui comportent une échéance de plus de deux mois de retard.

— ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement.

— ou d'une restructuration et qui présente au moins un impayé.

— ou suite à l'identification d'un risque avéré de type redressement judiciaire.

La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous catégorie des encours douteux et qui sont des créances contentieuses.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur. La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

2) Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilés sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celle-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la banque supporte à l'occasion de l'octroi d'un concours (commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle) font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

3) Créances et dettes envers les établissements de crédits. — Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur valeur nominal, selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

4) Impôt sur les sociétés. — En France, le taux normal de l'impôt sur les bénéfices est de 33 1/3 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3% qui a été instituée sur les résultats des exercices ouverts à compter du 1er Janvier 2000.

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, la SA CAFINEO comptabilise un impôt différé.

Cet impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

5) Société en participation. — La SA CAFINEO est un établissement financier qui gère les encours issus de l'activité générée par ses actionnaires dans le cadre de sociétés en participation.

A ce titre, la société perçoit de celles-ci des produits qui rémunèrent ses apports aux opérations de crédit communes sous forme de quotes-parts de résultat. En contrepartie, elle enregistre directement dans ses comptes, sans passer par les résultats des sociétés en participation, les charges qui lui incombent au titre de la réalisation des apports.

Les encours gérés sont portés directement au bilan de la SA CAFINEO.

Les produits dégagés par les opérations de crédit communes, c'est à dire la quote-part de résultat lui revenant, sont inclus dans les " Autres produits d'exploitation bancaire ".

II. – Informations sur les comptes du bilan.

1) Informations relatives aux opérations de trésorerie et interbancaires :

Actif. — Créances sur les établissements de crédit :

Actif	2016	2015
Comptes ordinaires	9 879 014	21 894 453
Comptes courants	250 751	271 988
Total	10 129 765	22 166 441

L'ensemble des comptes ordinaires et courants et des créances rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Passif. — Dettes envers les établissements de crédit :

Passif	2016	2015
Comptes courants		

Emprunts	96 070 000	99 710 000
Dettes rattachées	113 314	122 231
Total	96 183 314	99 832 231

Les dettes rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Echéancier des emprunts au 31 décembre 2016 (durée restant à courir en euros)

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
96 070 000	7 360 000	26 080 000	55 560 000	7 070 000

2) Informations relatives aux opérations avec la clientèle :

Actif :

Actif	2016	2015
Encours sains	100 406 057	90 914 392
Encours sains restructurés		
Total encours sains	100 406 057	90 914 392
Encours douteux	392 332	1 424 971
Encours douteux compromis	7 634 988	5 796 731
Total encours douteux	8 027 320	7 221 702
Provisions	-7 278 693	-6 541 267
Encours douteux net	748 626	680 435
Valeurs non imputées		
Créances rattachées	854 605	811 997
Total	102 009 288	92 406 823

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2016 durée restant à courir, hors créances rattachées, en euros) :

Total bilan	<= 3 mois	> 3 mois et <= 1 an	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
100 406 057	12 604 912	25 705 602	60 289 627	1 805 916

3) Immobilisations incorporelles. — La somme de 2 700 000 euros correspond à la valeur des droits et obligations nés des contrats de crédits renouvelables apportés par les Crédit Moderne moyennant l'attribution d'actions nouvelles de la société CAFINEO.

4) Autres actifs :

Autres actifs	2016	2015
Avances permanentes	206 849	197 509
Compte courant Neuilly Contentieux	88 802	72 077
Etat impôts sur les bénéfices		146 842
Total	295 651	416 428

5) Comptes de régularisations – Actif :

	2016	2015
Divers produits à recevoir	2 705 703	2 621 610
Autres comptes de régularisations	132 264	169 263
	2 837 967	2 790 873

Les divers produits à recevoir sont constitués principalement de produits d'assurance.

Les autres comptes de régularisations sont constitués du solde d'impôts différés actifs d'un montant de 132 193.72 Euros.

6) Autres passifs :

Autres passifs	2016	2015
Fournisseurs et comptes rattachés	6 770	4 036
Etat impôts et taxes	281 799	32 053
Quote-part de SEP	6 572 380	6 140 873
Total autres passifs	6 860 949	6 176 962

Les impôts et taxes en 2016 sont principalement constitués du solde de l'impôt sur les sociétés pour un montant de 244 481.00 €.

7) Compte de régularisation – Passif :

	2016	2015
Produits constatés d'avance	128 923	119 752
Charges à Payer	354 700	413 861
Autres comptes de régularisation	88	0
Total comptes de régularisation	483 711	533 613

8) Provision pour risques et charges. — La provision pour risques et charges est constituée d'une provision pour couvrir le risque lié à des suspens ou des écritures comptables d'un montant de 8 231.90 euros

9) Evolution des capitaux propres :

	31/12/2015	Affectation résultats 2015	Autres mouvements	31/12/2016
Capital	8 295 000			8 295 000
Réserve légale	654 232	126 074		780 306
Report à nouveau	2 206 930	376 959		2 583 888
Résultat	2 521 483	-2 521 483	2 500 995	2 500 995
Dividendes		2 018 450		
Total	13 677 644		2 500 995	14 160 189

Le capital social est composé de 553.000 actions ordinaires de 15 Euros de nominal chacune.

Le résultat de l'exercice 2016 de CAFINEO SA est un bénéfice de 2 500 995.27 Euros

10) Note sur le hors bilan. — Les engagements donnés à la clientèle correspondent principalement à l'engagement de financement de l'activité compte permanent.

III. – Informations sur le compte de résultat.

1) Charges et produits d'exploitation bancaire. — Charges d'exploitation bancaire.

Intérêts et produits assimilés	2016	2015
Intérêts bancaires	56 013	2 659
Total	56 013	2 659

2) Autres produits d'exploitation bancaire :

Autres produits d'exploitation bancaire	2016	2015
Quote part sep	4 308 864	3 826 879
Total	4 308 864	3 826 879

3) Commissions charges :

	2016	2015
Commissions	1 633	1 734
Total	1 633	1 734

Les commissions versées sont relatives à des opérations effectuées avec des banques.

4) Charges générales d'exploitation :

	2016	2015
Impôts et taxes	297 715	166
Autres services extérieurs	21 788	16 181
Total	319 503	16 347

Les impôts et taxes en 2016 sont principalement constitués du montant de la contribution de 3% sur les dividendes versé au titre des exercices 2013, 2014 et 2015.

IV. – Informations complémentaires.

Proposition d'affectation du résultat. — Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par un bénéfice de 2 500 995.27 € après impôt sur les sociétés.

Après adjonction du report à nouveau créditeur de 2 583 888.20 € constaté au 31.12.2016 le résultat à affecter s'élève à la somme de 5 084 883.47 €

Bénéfice à répartir :

Bénéfice net	2 500 995.27 €
Report à nouveau créditeur disponible	2 583 888.20 €
Total à affecter :	5 084 883.47 €

Emplois :

Dividendes	1 797 250.00 €
Réserves légales	49 193.98 €
Report à nouveau	3 238 439.49 €
Total affecté :	5 084 883.47 €

Créances et dettes avec les entreprises liées :

	2016	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	10 129 765	
Comptes prêts / emprunts		96 183 314
Autres actifs / passifs	295 651	6 343 605
Charges à payer		329 112
Produits à recevoir	2 705 703	
Total	13 131 119	102 856 031

Produits et charges avec les entreprises liées :

	2016	
	Charges	Produits
Intérêts et charges assimilées	56 013	
Dont entreprises liées	56 013	
Commissions charges	1 633	
Dont entreprises liées	1 633	
Intérêts et produits assimilés		
Dont entreprises liées		
Autres produits d'exploitation bancaire		4 308 864
Dont entreprises liées		4 308 864
Total entreprises liées	57 646	4 308 864

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

Effectifs. — La société CAFINEO ne compte pas d'effectifs, elle bénéficie du savoir faire, des moyens humains et matériels des Crédit Moderne pour assurer son développement.

Société consolidante. — CAFINEO est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance ayant son siège administratif au 20, avenue Georges Pompidou, 92300 Levallois-Perret, elle-même consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas ayant son siège 16 Boulevard des Italiens 75009 Paris.

Complément d'informations. — Le rapport de gestion est disponible au siège de la société : immeuble Sémaphore - Rue René RABAT - ZI de Jarry-97122 BAIE MAHAULT.

IV. — Procès verbal des délibérations de l'Assemblée Générale mixte du 17 mai 2017.

L'an deux mille dix-sept, le dix-sept mai à 15 heures, les Actionnaires de la société CAFINEO (« la Société ») se sont réunis dans les locaux de BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE, 18 rue Baudin 92300 Levallois Perret en Assemblée Générale Mixte sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque Actionnaire participant à l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel qu'en qualité de mandataire, le cas échéant.

En l'absence du Président du conseil d'administration, l'Assemblée désigne Mme Sonia OHANESSIAN Présidente de ladite assemblée.

La société Crédit Moderne Antilles Guyane, représentée par Mme Sonia OHANESSIAN, ayant reçu pouvoir à cet effet, actionnaire présent et acceptant est appelée comme scrutateur.

M Benoit CRESPI assure le secrétariat de la séance.

Le bureau est ainsi constitué.

Le cabinet DELOITTE & Associés, Commissaire aux comptes de la Société, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

La feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau permet de constater que l'Assemblée réunissant plus que le quorum requis par la loi, peut valablement délibérer.

Le Président de l'Assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- la copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires,
- une copie de la lettre de convocation adressée au Commissaire aux comptes et le récépissé de la lettre recommandée,
- la feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, à laquelle est annexé le pouvoir de représentation de Crédit Moderne Antilles Guyane à Mme Sonia OHANESSIAN
- un exemplaire des statuts de la société,
- les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016 (bilan, compte de résultat et annexe),
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2016,
- le rapport du Commissaire aux comptes en application de l'article L 225-38 du Code de commerce,
- le texte des résolutions soumises à la présente Assemblée.

Le Président déclare que tous les documents prévus par la Loi ont été adressés ou tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux et que la Société n'a été saisie d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de nouveaux projets de résolutions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il rappelle que la présente Assemblée a été réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire :

1. Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 2016 ;
2. Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2016 ;
3. Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les opérations visées à l'article L.225-38 du code de commerce ;
4. Examen et approbation des comptes de l'exercice 2016 - affectation du résultat ;
5. Ratification de la cooptation d'un administrateur
6. Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales.

A titre extraordinaire :

7. Modifications des statuts de la société.

Le Président, avec l'assistance du secrétaire, présente à l'Assemblée les comptes de l'exercice écoulé, le rapport du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux comptes.

Puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

A titre ordinaire :

Première résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 2016 et toutes les opérations qui y sont mentionnées.

Elle prend acte du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale approuve les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016 et constate l'existence d'un bénéfice de 2 500 995,27 Euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'Administration quitus de l'exercice de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale connaissance prise du rapport du Conseil et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution. — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil, constatant l'existence d'un bénéfice de 2 500 995,27 Euros et d'un report à nouveau créditeur de 2 583 888,20 Euros et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2016 présenté par le Conseil et décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice à répartir

Bénéfice net	2 500 995,27 €
--------------	----------------

Report à nouveau créditeur disponible	2 583 888,20 €
---------------------------------------	----------------

Total à affecter :	5 084 883,47 €
--------------------	----------------

Emplois

Dividendes	1 797 250,00 €
Réserves légales	49 193,98 €
Report à nouveau	3 238 439,49 €
Total affecté :	5 084 883,47 €

Le dividende, versé au titre de l'année 2016 revenant à chaque action est ainsi fixé à 3,25 euros.

L'assemblée décide de mettre en paiement ce dividende au plus tard le 1^{er} juin 2017.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2° du Code général des Impôts.

Il est rappelé :

- qu'un dividende de 3,65 euros par action a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2 du Code général des Impôts,
- qu'un dividende de 8,36 euros par action a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014, éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2 du Code général des Impôts,
- qu'un dividende de 4,13 euros par action a été distribué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013, éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3 2 du Code général des Impôts,

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Quatrième résolution. — L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires et après avoir pris acte de la décision du conseil d'administration du 15 décembre 2016 de coopter Monsieur Alexandre MARIE, en remplacement de Monsieur François DE GALBERT, démissionnaire, décide de ratifier ladite nomination aux fonctions d'administrateur pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2019 sur les comptes de l'exercice 2018.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Cinquième résolution. — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs aux PETITES AFFICHES ainsi qu'au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités prescrites par la loi.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

A titre extraordinaire :

Sixième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, décide de modifier les statuts et sont ainsi modifiés :

L'Article 4. — Le deuxième paragraphe de cet article est désormais rédigé comme suit : Il pourra être transféré en tout autre lieu sur le territoire français par décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire ».
Le reste de l'article demeure inchangé.

L'Article 12. — Le dernier paragraphe de cet article est supprimé. Le reste de l'article demeure inchangé.

L'Article 23. — Cet article est désormais rédigé comme suit : « Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires qui sont nommés et exercent leur mission conformément à la loi »

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été adressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président Mme Sonia OHANESSIAN

Le Secrétaire M.Benoit CRESPIY

Le Scrutateur
La société Crédit Moderne Antilles Guyane représentée par Mme Sonia OHANESSIAN

V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels.

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CAFINEO, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies

significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Le provisionnement des risques de crédit et de contrepartie constitue un domaine d'estimation comptable significatif dans toute activité bancaire. Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (paragraphe « Opérations avec la clientèle » et « Crédit-bail » de la note I de l'annexe, note II-2, note II-3, note II-4 et note III-6). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

— Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 27 avril 2017.

Le commissaire aux comptes :

Deloitte & Associés :
Jean-Vincent Coustel.

1703141